

LOUISE CARLIER

***LE COSMO-
POLITISME, DE
LA VILLE AU
POLITIQUE.***

***ENQUÊTE SUR LES
MOBILISATIONS
URBAINES À
BRUXELLES***

BRUXELLES, PETER LANG,
2016

RECENSION PAR
BRICE LAURENT

La référence au cosmopolitisme est aujourd'hui ambiguë, voire délibérément utilisée comme repoussoir. Ainsi, Theresa May, alors Première Ministre britannique, n'hésitait pas à affirmer en 2016 que ceux qui croyaient être des « citoyens du monde » n'étaient guère que des « citoyens de nulle part » et, par là, des adversaires de tout projet national. En retour, la défense du cosmopolitisme risque fort d'adopter les termes mêmes de ses détracteurs, qui, du Rassemblement national en France aux soutiens du président américain Donald Trump, opposent régulièrement « mondialisme » et « nationalisme » pour défendre le second. Dans ce contexte, la réflexion sur le cosmopolitisme apparaît nécessaire, et l'ouvrage de Louise Carlier fournit des outils très utiles pour la conduire, en particulier parce qu'il ancre l'élaboration théorique dans l'analyse empirique.

La méthode qu'adopte Louise Carlier ne se limite pas à suivre les acteurs se revendiquant du cosmopolitisme, ni même ceux qui seraient étiquetés « cosmopolites » par d'autres. Cette méthode consiste avant tout en une « approche pragmatique de l'action collective », qui « permet de mettre à l'épreuve de l'empirie les principes politiques du cosmopolitisme, en considérant comment ils sont énoncés, éprouvés et convoqués au sein des arènes publiques, où les acteurs s'orientent vers des exigences de justice » (p. 79). Cette approche est originale à plus d'un titre. Elle s'appuie sur l'œuvre de Robert Ezra Park, dont les travaux sont discutés dans une longue présentation dans la première partie de l'ouvrage (et dont elle propose également des lectures dans Carlier 2016b, 2018 et 2020). Les travaux de Park permettent de mettre le doigt sur « une problématique propre à la ville » (p. 42), celle des rapports de coexistence, d'entente ou de tension entre des individus et des groupes d'origines diverses. Les catégories-clefs de cette écologie humaine sont celles que l'on retrouve dans l'analyse par Park du cycle des relations raciales – compétition, conflit, accommodation, assimilation (Park & Burgess, 1921). Louise Carlier propose ainsi une lecture des « ancrages écologiques du cosmopolitisme politique » (p. 60) selon Park, dans la perspective

d'une analyse pragmatiste des questions urbaines. Cette invitation prend tout son sens lorsqu'elle est confrontée à un ensemble d'autres contributions. En premier lieu, celles d'Isaac Joseph, qui a repris les interrogations de Park sur la presse ou sur les relations raciales et interculturelles (Joseph, 1984 ; pour une comparaison entre Park et Joseph : Carlier, 2018). On pourrait également rapprocher son travail d'autres entreprises, comme les enquêtes menées sur les politiques du proche autour de Laurent Thévenot il y a quelques années. C'est ainsi que Carlier emprunte à Joan Stavo-Debaugé (2017) qui a étudié les épreuves menant l'étranger de l'hospitalité, dont il bénéficie parfois, à l'appartenance quand il devient membre à part entière d'une communauté. La figure du « passant », à laquelle s'adosse une version minimale de l'hospitalité urbaine, doit être complétée par la figure du « résidant », afin de tenir compte d'une communauté plus consistante que celle composée par ces « unités de circulation » que sont les passants (Joseph, 1998). Les épreuves de l'hospitalité se montrent alors plus exigeantes, et permettent d'ouvrir à la question de l'appartenance à la communauté politique, autrement dit de la citoyenneté, au cœur du projet cosmopolitique.

Cet ensemble de travaux sur les liens entre cosmopolitisme d'une part, hospitalité et citoyenneté d'autre part, ressurgit tout au long de l'enquête de Louise Carlier. La discussion de Park qu'elle propose, à la lumière de recherches plus récentes, offre une reprise de la tradition sociologique de Chicago, dont l'objet explicite est la fabrique de la ville. Cette approche porte aussi bien sur les capacités d'action des individus que sur les modalités de leurs interactions, sur la production d'un ordre social qui est un ordre écologique et moral que sur des modalités de contrôle social ou d'action collective. Cette approche est pragmatiste à plusieurs égards. Elle rejoint une certaine idée de la démocratie comme mode de vie de John Dewey (1940), que l'on pourrait rapprocher de la sensibilité de Simmel quand il s'intéresse aux « mentalités » dans les grandes métropoles (1903/2004) : le cosmopolitisme n'est pas tant affaire de principes philosophiques que d'actions et d'activités dans un ordre d'interaction. Il ne peut prendre

consistance qu'au fil du travail des individus, en prise sur des situations et en transaction les uns et avec les autres, jusqu'à former des publics politiques. Il s'agit d'un cosmopolitisme en actes, qui se manifeste dans les pratiques de la citoyenneté et de l'hospitalité. Les empreintes de Park et de Dewey se laissent sans doute lire chez Carlier quand elle traite de situations où les différences (économiques, linguistiques, ethniques, culturelles, religieuses...) mènent à problématiser de façon explicite la relation à l'autre et sa place dans la collectivité, et, éventuellement, font émerger des revendications liées à des identités collectives. C'est le cas quand se produit le passage d'un *régime d'accommodation* où les citoyens cohabitent les uns avec les autres sans trop de frictions, en s'arrangeant ou en s'ignorant, à un *régime de conflit politique* où ils se mettent à s'inquiéter de qui ils sont, de leur statut relativement aux autres, des droits dont ils jouissent ou dont on les prive et des dommages que subissent leurs intérêts – par exemple dans la revendication de droits civiques par des minorités. Ce passage au conflit politique, thématisé par Park (Cefaï, 2008) est analogue à l'émergence d'une dynamique de publicisation (Dewey, 1927/2010). Mais ce qui est intéressant chez Carlier, c'est qu'elle insiste davantage sur la dimension d'une accommodation qui reste pré-politique et qui est cruciale dans la fabrique de l'ordre urbain.

Ceci a deux conséquences. D'une part, l'approche que propose Louise Carlier implique de mettre la fabrique de subjectivités politiques, qu'elles soient individuelles ou collectives, au centre de la réflexion. D'autre part, cette approche est directement liée à la question urbaine, dans sa dimension « écologique », c'est-à-dire, qui a trait aux modalités et à la signification du partage de l'espace urbain, aux places que les habitants s'y voient reconnaître ou qu'ils y revendiquent lorsqu'ils s'engagent et se mobilisent publiquement.

La réflexion de Louise Carlier est étroitement liée à une enquête qu'elle mène sur la ville de Bruxelles, qui lui permet d'ancrer sa réflexion théorique dans une étude empirique qui se prête particulièrement bien à l'analyse du cosmopolitisme. La ville héberge des

institutions internationales (Commission Européenne, OTAN, etc.). Elle est traversée par des tensions nationales, entre communautés francophones et néerlandophones, et est un enjeu crucial dans les débats institutionnels belges. Bruxelles est une ville d'immigration, et accueille une population étrangère pauvre, mais aussi des fonctionnaires européens et internationaux. Un extrait des conclusions des États Généraux de Bruxelles (cité p. 193), l'une des actions collectives ethnographiées par l'auteur, résume bien ces caractéristiques : « Plus de la moitié de la population est d'origine étrangère, presque la moitié des ménages est multilingue. Bruxelles est une ville résolument internationale et cosmopolite par la nature de ses diverses activités, par son statut de multi-capitale, par la composante européenne de sa population, par sa position au centre de plusieurs grands pôles urbains européens ou par son histoire et son patrimoine, à la croisée des grandes cultures. »

Ce caractère « résolument cosmopolite » n'est pourtant pas uniforme. Il a fait l'objet d'importantes évolutions et est traversé aujourd'hui encore par des tensions, dont l'ouvrage rend compte à travers l'étude détaillée des mobilisations urbaines à Bruxelles. Louise Carlier en retrace avec précision plusieurs phases. La première qui commence avec l'exposition universelle de 1958 et se poursuit dans les années 1960 voit émerger deux « figures d'étrangers », le « travailleur immigré » et « le fonctionnaire des organisations internationales » (p. 105). Les mouvements d'opposition aux grands projets de transformation de Bruxelles et aux destructions et déplacements qu'ils impliquent mettent en évidence l'opposition sociale et économique entre ces deux figures, dont la première subit des changements censés profiter à la seconde. Les mouvements sociaux utilisent « la grammaire de la lutte des classes » (p. 126), mais pour un usage spécifique aux problématiques urbaines. L'important pour eux est de faire exister un autre acteur politique, « l'habitant », « qui éprouve sa citoyenneté par la pratique de la participation » (p. 127) quelle que soit sa nationalité ou ses appartenances communautaires, et qui réclame donc un travail visant à permettre sa reconnaissance juridique et politique.

À partir des années 1980 et pendant les années 1990, « la grammaire des classes sociales s'efface au profit d'une lecture culturelle de la crise » (p. 137). La référence au « travailleur immigré » est alors remplacée par le recours à la « minorité culturelle », ce qui va avec une transformation des modalités et des objectifs des mobilisations urbaines – autant qu'avec la prise de conscience du caractère structurel de la diversité ethno-culturelle de la ville. L'objectif est la « cohabitation harmonieuse » (p. 145), tandis que le « brassage » et la « mixité » visent à éviter la fragmentation de l'espace urbain. Aux politiques régionales (la région de Bruxelles-Capitale est créée en 1989) répondent progressivement de nouvelles mobilisations associatives, centrées sur la « communauté circonstancielle réunie autour d'un événement » (p. 161), comme la « Zinneke Parade » qui veut « valoriser le multiculturalisme bruxellois » (p. 165). Cet événement est étudié de façon détaillée dans l'ouvrage. La Zinneke Parade s'avère être une manifestation importante de ce qui serait une identité bruxelloise spécifiquement cosmopolitique, dans la mesure où elle associerait l'héritage historique de la ville et ses nouveaux arrivants par le biais d'une lecture marquée par le détournement et le caractère festif, qui crée des relations et des identités sociales « bâtardes » (c'est le sens du mot « *zinneke* » dans le patois bruxellois), plutôt que de juxtaposer ou d'associer entre elles des cultures et communautés prédéfinies. S'il y a un multiculturalisme dans la Zinneke Parade, ce n'est donc pas du fait de la simple addition des cultures. Ici, le multiculturalisme est plutôt l'effet d'une recomposition radicale, indissociable de l'événement festif qu'est la parade. Mais « l'identité zinneke » (p. 175) est aussi marquée par des tensions et des ambiguïtés. Au moment même où elle s'affirme, le multiculturalisme bruxellois est pris dans une autre dynamique : celle de l'internationalisation toujours plus forte de la ville, revendiqué par des politiques d'attractivité menées par la Région et concrétisées par des plans de développement. Ces plans reprennent les éléments mêmes mobilisés par les acteurs de la Zinneke Parade (identité multiculturelle – au sens de la recomposition des cultures, mixité sociale, etc.), non pas, comme ces derniers, pour connecter esthétique et politique, mais pour élaborer une vision

marketing de la ville à visées économiques. Si Bruxelles peut effectivement être un creuset culturel, un lieu d'ouvertures et de recompositions culturelles, alors ce lieu peut s'ouvrir à une diversité d'acteurs mondiaux, prêts à faire de la créativité une ressource économique. L'attractivité est une politique d'investissement, et la richesse culturelle de Bruxelles peut facilement devenir une richesse monétaire.

Dans sa phase culturelle, le cosmopolitisme, on le voit, peut être mobilisé pour différents objectifs et par différents acteurs (d'ailleurs souvent critiques les uns envers les autres). Mais convergent peu à peu la problématique de l'identité bruxelloise et celle de la nécessité d'un projet de ville explicitement cosmopolite. La dernière section de l'ouvrage se penche sur une initiative récente qui explicite ces deux questions, les États Généraux organisés par la « plateforme de la société civile » pour « produire un projet de ville » au cours de plusieurs mois de débats. Ce projet de ville aborde l'ensemble des problématiques urbaines ; il est délibérément cosmopolitique, mais se pense « en dehors d'une approche communautarisée » (p. 185). Les États-Généraux naissent d'une interrogation démocratique, fondée sur le constat de l'incapacité des institutions politiques existantes à faire entendre la voix des Bruxellois et à tenir compte des « réalités bruxelloises » (p. 187). Ils donnent lieu à l'invention de mécanismes de représentation et de délibération visant à répondre à cette situation problématique, sans pleinement parvenir à y répondre toutefois. S'il y a « trouble », au sens deweyen, c'est à propos de l'organisation démocratique – comme le montre bien le fait que dans les pages de l'ouvrage consacrées aux États-Généraux, ce sont les mécanismes délibératifs plutôt que le contenu des questions discutées qui sont analysés en priorité.

Avec les États Généraux, le cosmopolitisme devient un projet de ville, y compris dans sa dimension internationale. Alors que les mobilisations urbaines précédentes mettaient au jour une opposition entre la dynamique de la démocratie locale et les forces de l'investissement international, les États-Généraux visent à reprendre à leur

compte la nature européenne et internationale de Bruxelles. La ville doit devenir un exemple mondial. Pour ce faire, les États-Généraux proposent de « réguler les dynamiques économiques engendrées par la globalisation en vertu de principes de justice » (p. 195), en rassemblant les apports des élites européennes et des travailleurs immigrés, les premières contribuant par la participation fiscale et les seconds fournissant des « atouts » et « talents » (p. 196). Dans cette optique, l'intégration économique est un moyen au service d'un « imaginaire commun » (p. 198) qui rassemblerait les habitants de Bruxelles dans la constitution d'une citoyenneté à la fois « post-nationale » et « résidentielle » (p. 201), c'est-à-dire articulant les connexions internationales avec les caractéristiques locales de ce qui fait la spécificité de Bruxelles. L'identité zinneke est à nouveau mobilisée pour décrire cet imaginaire commun, qui est associé à une politique qui se réalise moins dans les institutions existantes que dans des projets ponctuels. Ainsi, des initiatives comme la Platform Kanal, qui est décrite à la fin du dernier chapitre de l'ouvrage, visent à reconnecter des zones de l'espace urbain perçues comme « communautarisées » ou ségréguées, via la pratique artistique impliquant les jeunes descendants de l'immigration. Ici, les principes cosmopolitiques des États-Généraux sont mis à l'épreuve, alors que des habitants de milieux très divers sont voués à être rassemblés par la pratique artistique, au service d'un projet commun fondé sur une ville dont le cosmopolitisme dépasse les frontières communautaires, culturelles ou institutionnelles.

Ce dernier moment de problématisation du cosmopolitisme à Bruxelles produit une politique originale, dont les pages finales de l'ouvrage permettent de saisir les ambiguïtés. L'origine de la mobilisation n'est plus, comme dans les premières mobilisations urbaines bruxelloises, la révolte contre un état de fait, considéré comme inacceptable. « Le public [...] n'émerge pas d'un "trouble" qui oblige ceux qu'il affecte à se constituer en public. » Au contraire, les États-Généraux et les initiatives qui leur font suite proposent de « faire émerger ce public à partir d'un projet » (p. 215). Dans ce projet, les compétences attendues du public « ne sont pas des compétences

civiques propres à l'ordre politique [...] mais des compétences pensées en termes de créativité et d'expression artistique » (p. 216). La Plaform Kanal vise à transformer les jeunes habitants du quartier concerné en créateurs, contributeurs et entrepreneurs du renouveau local. Le public ainsi constitué ne peut plus être décrit dans les termes du mouvement social ou de la lutte urbaine, ni même de la citoyenneté. Il est constitué d'individus censés évoluer vers « l'autonomisation » (p. 216) par la voie artistique et créative.

Le récit que Louise Carlier propose des mobilisations sociales à Bruxelles permet de saisir comment le cosmopolitisme en action fabrique des problèmes publics et met en forme des possibilités d'action politique individuelle ou collective. Le cosmopolitisme en action fabrique des sujets politiques, moins au sens d'une « conscientisation » d'individus qui accéderaient enfin à la mobilisation sociale que dans la mesure où il rassemble des expériences mettant progressivement en forme des façons d'agir et des problèmes communs, les uns n'allant pas sans les autres. À ce titre, le travail de Louise Carlier s'inscrit explicitement dans la lignée de l'écologie urbaine de la sociologie de R. E. Park à Chicago, tout en offrant une relecture de ses travaux permettant d'en saisir la portée pour analyser la fabrique contemporaine de l'espace urbain et des façons de l'habiter, au gré des problèmes publics qui y émergent. L'organisation de l'ouvrage et la reprise du vocabulaire de « l'écologie urbaine » dans les chapitres empiriques pourraient laisser penser que la sociologie de Park sert de boîte à outils, mobilisée sur le cas empirique bruxellois comme elle l'a été sur celui de Chicago. Cette lecture est peut-être en partie celle de l'auteur, mais l'ouvrage lui-même invite à la décaler : Park est relu à la lumière de travaux plus récents de sociologie urbaine, autant que de philosophie politique, pour affiner une approche écologique et pragmatiste du cosmopolitisme. Cette relecture permet à Louise Carlier de mettre le doigt sur les ambiguïtés des réponses apportées par les acteurs de la ville aux problèmes urbains, particulièrement lorsqu'elles s'expriment dans le vocabulaire de la civilité, de

l'hospitalité ou de la citoyenneté. Elle permet aussi de décaler l'analyse de la question urbaine vers les problématiques contemporaines.

La sociologie de Robert Park propose une analyse de la ville qui est intimement liée aux problèmes qui intéressent à fois Park et les acteurs qu'il étudie, à savoir la ségrégation raciale dans les villes des États-Unis de la première moitié du ^{xx}e siècle. Le problème qui intéresse à la fois Louise Carlier et les acteurs bruxellois qu'elle étudie est celui de la constitution de la ville globale, traversée par des flux migratoires et financiers, ancrée dans une histoire complexe faisant se confronter les ressources linguistiques, culturelles et économiques, et prise dans des arrangements institutionnels divers, et pour nombre d'entre eux instables. Le problème du cosmopolitisme, tel qu'il est rendu visible par le cas de Bruxelles, est à la fois celui de la possibilité d'une vie commune dans un espace limité marqué par une pluralité de flux migratoires et celui d'une redéfinition des principes et des pratiques de l'appartenance à la communauté politique dans ce contexte – communauté tiraillée entre la position internationale de la ville et sa prise en étau dans les conflits communautaires et institutionnels nationaux.

Avec l'analyse des mobilisations urbaines à Bruxelles, Louise Carlier fournit les éléments pour mener une analyse à la fois théorique et empirique du cosmopolitisme permettant de penser les problèmes de la ville contemporaine globale. La visée des nombreuses initiatives analysées dans l'ouvrage est de constituer des « communautés » fondées sur le partage d'un même espace urbain, à partir de figures d'« habitants » ou de citoyens dépassant leurs appartenances communautaires ou culturelles. Mais elle n'est jamais qu'imparfaitement réalisée, et la fabrique des collectifs locaux toujours soumise à des instabilités, à des tensions internes ou à des obstacles qui les dépassent – lorsqu'ils se heurtent à la spéculation immobilière, ou que le « projet de ville » des États-Généraux risque d'abandonner la possibilité même de la mobilisation collective. Ces instabilités fournissent autant de points d'entrée, pour l'analyste comme pour les acteurs

impliqués, pour saisir la portée politique des tentatives de faire exister la ville cosmopolitique, et en faire une critique positive. Une critique, d'abord, car il s'agit bien de mettre au jour les effets d'exclusion (quelles sont les possibilités d'action politique, individuelle ou collective, mises de côté, quels sont les problèmes rendus invisibles). Mais aussi une critique positive, car elle prend au sérieux les possibilités de recomposition dans lesquelles s'engagent les acteurs de la ville.

Cette lecture invite à poursuivre les analyses proposées dans l'ouvrage, moins en « appliquant » sa perspective à d'autres villes que Bruxelles qu'en prolongeant les connexions décrites. En effet, si Bruxelles est bien un laboratoire de la ville globale, c'est aussi que les acteurs de la ville reconstruisent en permanence ce que « local » et « global » veulent dire. La tentative des États-Généraux de redéfinir Bruxelles comme ville internationale bénéficiant des contributions des travailleurs immigrés comme des fonctionnaires internationaux, et reconnaissant l'anglais comme troisième langue, en est une illustration. Cet exemple incite à poursuivre l'enquête vers d'autres types de connexions, d'autres actions locales rassemblant acteurs bruxellois et acteurs d'autres villes, d'autres propositions d'écologie urbaine (économiques, linguistiques, etc.), d'autres définitions de la position internationale du local. C'est sans doute à la suite de telles enquêtes que l'approche que propose l'ouvrage de Louise Carlier permettra de penser non seulement les problématiques urbaines, mais aussi les possibles reconfigurations de la mondialisation dans lesquelles elles sont prises.

BIBLIOGRAPHIE

- CARLIER Louise (2010), « Cosmopolitanism : From Urban Experience to Politics », *International Social Science Journal*, 61, p. 445-456.
- CARLIER Louise (2016a), *Le cosmopolitisme, de la ville au politique. Enquête sur les mobilisations urbaines à Bruxelles*, Bruxelles, Peter Lang.
- CARLIER Louise (2016b), « Les apports de R. E. Park pour une approche sociologique du cosmopolitisme », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:211071>).
- CARLIER Louise (2018), « L'hospitalité urbaine : une lecture croisée des approches de Park et Joseph », *SociologieS* (Dossier « Hospitalités. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/6840>).
- CARLIER Louise (2020), « S'accommoder, ou taire les différends pour tenir ensemble. L'écologie d'un espace public ordinaire à Bruxelles », *Sociologie et sociétés* (n° spécial « Le public et ses problèmes »).
- CEFAÏ Daniel (2008), « Vers une écologie des publics. Park, l'opinion publique et le comportement collectif », in Suzie Guth (dir.), *Modernité de Robert Ezra Park : les concepts de l'École de Chicago*, Paris, L'Harmattan, p. 155-188.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1940), « Creative Democracy : The Task before Us », in Sidney Ratner (ed.), *The Philosopher of the Common Man : Essays in Honor of John Dewey to Celebrate His Eightieth Birthday*, New York, Greenwood, p. 220-228.
- JOSEPH Isaac (1984), *Le Passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Librairie des Méridiens.
- JOSEPH Isaac (1998), *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- PARK Robert Ezra (1952), *Human Communities : The City and Human Ecology*, Glencoe, The Free Press.
- PARK Robert Ezra & Ernest W. BURGESS (1921), *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SIMMEL Georg (1903/2004), « Métropoles et mentalités », in Y. Grafmeyer & I. Joseph (eds), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Flammarion, p. 61-78.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2017), *Qu'est-ce que l'hospitalité ? Recevoir l'étranger à la communauté*, Montréal, Éditions Liber.